

HAVAS PARIS POUR LA FHF

Point de situation du 19 mai 2020

INFORMATION CORONAVIRUS**POINT DE SITUATION****EN FRANCE**

- 28 239 décès (17 589 à l'hôpital et 10 650 en EHPAD)
- 1998 cas en réanimation
- 61 728 cas guéris

DANS LE MONDE

- + de 316 000 morts
- + de 4 700 000 cas

Le **pays le plus impacté par l'épidémie de Covid-19** dans le monde est les **Etats-Unis** (1,49 million de cas et 89 600 décès selon l'Université John Hopkins). Viennent ensuite **la Russie** (290 600 cas - 2 700 morts), **le Royaume-Uni** (247 700 cas-**34 870 morts**), **l'Espagne** (230 700 cas-27 560 morts), **et l'Italie** (225 880 cas - 32 000 morts).

LES TEMPS FORTS**Lundi 18 mai**

- 25 nouveaux foyers épidémiques ont été détectés dans l'Hexagone depuis le déconfinement. Parmi eux, deux abattoirs, un dans le Loiret (34 cas), l'autre en Bretagne (69 cas), suscitent beaucoup d'interrogations.
- Le Conseil d'Etat interdit l'usage des drones de surveillance à Paris pendant le déconfinement. La plus haute juridiction administrative française considère qu'il s'agit d'un traitement de données personnelles qui n'est pas encadré, faute de texte.
- "*Bercy n'a jamais été le pied sur le frein contre l'hôpital contre le personnel hospitalier*", affirme Bruno Le Maire. "*Je crois avoir toujours indiqué que s'il y avait un secteur économique et un service public qui avait besoin de davantage de soutien, c'était l'hôpital public. Et je crois l'avoir dit bien avant la crise*".
- Des élèves de 6e et 5e retrouvent aujourd'hui leur établissement, dans les départements en zone verte. Le ministre de l'Education nationale annonce 70 cas confirmés de Covid-19, depuis le 11 mai, dans les 40 000 écoles rouvertes.
- Après la découverte d'un nouveau foyer de contamination au coronavirus près d'Orléans, 400 salariés d'un abattoir seront dépistés d'ici demain.
- François Baroin, président de l'Association des maires de France, défend "*une grande politique, une grande réforme, d'une certaine manière une révolution culturelle de décentralisation*". "*La santé est un sujet. Il faut en confier une bonne partie de la gouvernance [aux collectivités], conserver*

une ligne nationale de protection contre les épidémies et une adaptabilité, une territorialisation", a-t-il déclaré.

- La chancelière allemande Angela Merkel et Emmanuel Macron ont tenu une conférence de presse commune à 17 heures. Ils ont présenté une *"initiative franco-allemande"* dans le cadre de la crise du coronavirus, avec un plan de relance de 500 milliards d'euros.
- Le Conseil d'État a retoqué les dispositions interdisant les rassemblements dans les lieux de culte et a donné une semaine au gouvernement pour revoir sa copie.

Mardi 19 mai

- Le ministre de l'Économie dit s'attendre à des discussions difficiles avec certains pays pour parvenir à un accord sur un fonds de relance européen. L'accord franco-allemand *"est un accord décisif mais il restera à emporter la conviction d'autres États membres, en particulier de quatre États: l'Autriche, le Danemark, la Suède et les Pays-Bas"*, a-t-il déclaré lors d'une audition à l'Assemblée nationale.
- Le Conseil scientifique indique ne pas être opposé à la tenue d'un second tour des élections municipales au moins de juin.

LES PRINCIPAUX SUJETS DE DISCUSSION

Que retenir de l'actualité ce matin ?

- La **proposition d'un plan de relance européen de 500 milliards d'euros** est accueillie positivement par la presse en ligne, qui y voit un renfort de la solidarité européenne et un appui solide pour les pays durement touchés par la crise, notamment la France. Les journalistes politiques rappellent malgré tout que le plan doit encore être validé par 25 autres pays, dont certains comme l'Autriche et le Pays-Bas ont déjà exprimé leurs réticences.
- Les médias relaient la **décision du conseil d'État demandant la levée de l'interdiction de réunion dans les lieux de culte** et partagent les réactions positives de différents représentants de culte et personnalités politiques comme B. Retailleau. Ils expliquent, que le conseil d'État a appuyé sa décision sur deux arguments : « la liberté de culte » et la « tolérance des rassemblements de moins de 10 personnes dans d'autres lieux ouverts au public ». Certains représentants religieux craignent que les nouvelles mesures devant être prise par le Gouvernement ne soit pas effectives pour célébrer la fin du ramadan, le 24 mai.
- Alors que **les salariés de plusieurs abattoirs français ont été diagnostiqués positifs au Covid-19**, dans le Loiret, en Bretagne ou encore en Vendée, les interrogations des commentateurs concernant la propagation du virus dans ces établissements persistent (« Les abattoirs représentent-ils des zones favorables pour la propagation du coronavirus ? », « Les abattoirs pourraient être des sites à risque »). Quelques publications avancent que la promiscuité ainsi que les conditions de froid et de ventilation des abattoirs pourraient être des facteurs explicatifs.

- A la veille d'une **réunion entre partis à Matignon pour fixer la date du second tour des municipales**, les journalistes se demandent si celui-ci sera maintenu au 28 juin ou reporté. Sur les réseaux sociaux, tandis que les opposants signalent les risques sanitaires, ceux qui y sont favorables demandent le respect de la démocratie dans les territoires.
- Plusieurs articles traitent des **premiers résultats d'un vaccin proposé par le laboratoire américain Moderna**. S'ils sont qualifiés d'encourageants, les journalistes soulignent toutefois qu'il ne s'agit que d'une première phase et qu'il ne sera pas commercialisé avant plusieurs mois.
- Ailleurs dans le monde :
 - Intérêt médiatique important autour de deux annonces du **président des États-Unis : l'annonce de son auto-médication à l'hydroxychloroquine à titre préventif et sa menace de suspendre le financement de l'OMS**. La première annonce est traitée de façon critique, la presse soulignant que l'efficacité du médicament n'a jamais été prouvée. La seconde déclaration inquiète certains commentateurs qui estiment que l'OMS a déjà « du plomb dans l'aile » après ses erreurs de communication au début de la crise.
 - La **Crainte d'une vague épidémique importante en Amérique du Sud** se renforce dans les médias suite à l'aggravation soudaine de la situation au Brésil dont le nombre de personnes infectées a bondi en 72h, faisant du pays le troisième pays le plus touché en termes de contamination. En Asie, alors que les chiffres annoncés ne sont pas accablants, le reconfinement d'une province chinoise provoque l'intérêt et questionne sur les dynamiques des mois à venir en termes de confinement et reconfinement.

LES DERNIÈRES PRISES DE PAROLE

Frédéric Valletoux – Le Figaro – 19/05/20

L'ÉVÈNEMENT

« Il faut des mesures immédiates pour que la digue ne cède pas »

Pour **Frédéric Valletoux**, président de la Fédération des hôpitaux de France, l'épidémie est une occasion historique pour lancer un « New Deal » du système de santé.

PROPOS RECUEILLIS PAR
MARIE-CÉCILE RENAULT
@Ffrenault

Frédéric Valletoux dirige la Fédération des hôpitaux de France (FHF), qui représente plus de 1000 hôpitaux publics et 3800 établissements médico-sociaux.

LE FIGARO. - Olivier Véran a annoncé un « Ségur de la santé ». Par où commencer ?

Frédéric VALLETOUX. - Le temps de l'urgence n'est pas terminé pour l'hôpital: le plan massif promis par le président est indispensible, mais la FHF réclame des mesures immédiates pour que la digue ne cède pas. Commençons par mieux rémunérer les personnels de santé, notamment les professions où nous avons le plus de difficultés à recruter, comme les infirmières et les aides-soignantes. Il faut simplifier les grilles statutaires, fusionner les premiers échelons pour permettre d'avoir de vrais gains sur la feuille de salaires. C'est l'occasion de reconnaître qu'il y a des spécificités dans la fonction publique hospitalière par rapport aux fonctionnaires de l'État ou des collectivités locales. Pour les médecins, il faut aussi mieux rémunérer les gardes, en particulier des internes et mieux valoriser les fins de carrière. Dix à quinze ans avant la retraite, les médecins voient souvent leur carrière stagner à l'hôpital et partent vers le privé, privant les

établissements qui les ont formés de leur expérience.

Faut-il revenir sur les 35 heures ?

Il faut plus de souplesse, sortir d'une vision uniforme. L'organisation d'un CHU ne peut pas être la même que celle d'un groupe hospitalier de taille moyenne. Reconnaissons-le ! Il peut y avoir des principes nationaux, et des accords locaux qui aménagent la durée légale du temps de travail, dans le respect du dialogue social. On a aussi devant nous un très gros chantier de débureaucratisme du système de santé, qui a sauté aux yeux lors de cette crise. Il faut s'y atteler d'urgence, car la santé est la seule politique publique qui a échappé depuis quinze ans aux chocs de simplification.

Comment débureaucratiser ?

La gouvernance des politiques de santé est devenue abracadabrant avec un ministère, qui reste une administration lourde, à Paris, alors même qu'on a vu émerger des agences régionales de santé. Ces ARS sont à leur tour devenues des administrations pesantes et complexes qui constituent avec d'autres agences un véritable mille-feuille adminis-

tratif. Il est temps de faire confiance aux acteurs de terrain.

Vous aviez applaudi le plan Ma santé 2022. Qu'est-ce qui n'a pas fonctionné ?

Les objectifs de Ma santé 2022 étaient bons, le président de la République avait identifié les vrais problèmes. Mais l'administration n'a pas su mettre en œuvre cette réforme et les ambitions de départ ont été abandonnées. Par exemple, comment régler la question du financement sans s'engager pour de bon dans la lutte contre les actes inutiles qui représentent près de 30 % des 220 milliards consacrés à la santé ? Pour que cette nouvelle réforme ne soit pas un nouveau rendez-vous manqué, la FHF proposera dans les toutes prochaines semaines un véritable « New Deal » pour l'hôpital. Avec un seul objectif: conforter notre modèle universel en réaffirmant la place de l'hôpital, véritable colonne vertébrale de notre système de santé.

Il ne s'agit donc pas de déverser des milliards supplémentaires, mais de mieux s'organiser ?
Donner un avenir à l'hôpital, c'est d'abord réformer l'ensemble du système de santé ! Comment par exemple régler la crise des urgences sans poser la question de la permanence des soins avec les li-

Commençons par mieux rémunérer les personnels de santé, notamment les professions où nous avons le plus de difficultés à recruter, comme les infirmières et les aides-soignantes.

FREDÉRIC VALLETOUX



LUDOVIC MARIN/AFP

béraux ? De nouveaux moyens pour l'hôpital, parfait. Mais il faut aussi dépenser mieux. Certes, cela demande du volontarisme, du courage politique, car cela suppose de toucher à la rémunération de certains professionnels, voire de reconsidérer certaines rentes. Mais à partir du moment où les professionnels de santé ont accès au financement public via l'Assurance-maladie, il doit y avoir un partage des devoirs et les mêmes règles pour tous.

Le gouvernement va reprendre 10 milliards de dette des hôpitaux. Ce n'est pas rien !

Là encore, l'intention est bonne mais la mise en œuvre n'a pas suivi. La reprise d'un tiers de la dette des hôpitaux par l'État devait permettre la relance de l'investissement, qui est au plus bas à 3 milliards d'euros par an alors qu'il faudrait le double pour rénover le matériel et les locaux, prendre le virage numérique, etc. Mais dans la tête de l'administration, la reprise de dette sert à boucher les trous de certains hôpitaux en difficulté. Ces résistances dans les étages intermédiaires de l'administration trahissent l'ambition politique initiale. ■

Muriel Pénicaud – 18/05/20

A l'occasion d'un débat à l'Assemblée sur les conséquences de la réforme de l'assurance-chômage, Muriel Pénicaud a précisé qu'elle allait "discuter avec les partenaires sociaux".

- La ministre du Travail a indiqué qu'il fallait "*prendre une mesure spécifique*" pour les saisonniers touchés par la crise du coronavirus. Questionnée sur le sujet à l'occasion d'un débat à l'Assemblée sur les conséquences de la réforme de l'assurance-chômage, Muriel Pénicaud a précisé qu'elle allait "*discuter avec les partenaires sociaux*".
- Quelques jours plus tôt, les fédérations FO couvrant les secteurs du transport et de l'hôtellerie-restauration avaient réclamé au gouvernement une "*sécurisation financière*" pour les "saisonniers sacrifiés", sans emploi l'été prochain à cause de l'épidémie. "Il est clair que nous n'aurons pas un été normal", a reconnu la ministre du Travail. Pour la fin de la saison d'hiver, "*on a permis de mettre en chômage partiel les saisonniers d'hiver qui n'ont pas fini leur saison*".
- Face aux questions sur la réforme en cours, dont la mise en œuvre a été en partie décalée dans son deuxième volet, Muriel Pénicaud n'a eu de cesse de renvoyer "*aux discussions avec les partenaires sociaux*". Le gouvernement a en effet indiqué qu'"*une réflexion*" allait être engagée "*pour adapter rapidement*" les règles, "*au-delà des mesures de prolongation de droits déjà prises*". Syndicats et associations, comme ATD Quart Monde ou le Secours catholique, réclament l'abandon de cette réforme.

LES UNES DU JOUR



LES TWEETS À NE PAS MANQUER

- 
Frédéric SAYS ✓ @FredericSays · 2h
 Cet accord à 500 milliards est un succès pour Emmanuel **Macron**. Mais comme dans tout contrat, il faut lire les petites lignes...
- 
Raphaël BossePlatière ✓ @RaphBP · 3h
Coronavirus : "L'ISF doit être rétabli", selon le prix Nobel d'Économie Esther Duflot
- 
Le HuffPost ✓ @LeHuffPost · 5h
 "Nous n'avons jamais été en rupture" de **masques**, assure **Macron** (et ça passe mal)



"Nous n'avons jamais été en rupture" de masques, assure Macron (et...
 L'affirmation d'Emmanuel Macron sur la gestion du matériel de protection pendant la crise du coronavirus a fait voir rouge l'opposition.
[huffingtonpost.fr](https://www.huffingtonpost.fr)

- 
Pierre Schydowski ✓ @PSchydowski · 12h
 In France, we don't say "c'était la merde pour les **masques**" but "nous avons mené une doctrine restrictive pour ne jamais être en rupture" and I think that we don't have the cul sorti of the ronces avec un tel déni.
- 
Dominique Seux ✓ @dseux · 12h
 Merkel-**Macron**-Lagarde : le trio XXL / Le pdt français a trouvé une brèche à Berlin : la chancelière accepte une dette commune et l'Allemagne va financer le tourisme italien et les **hôpitaux** français. Avec C Lagarde, ce sont les 2 piliers de la relance europ
- 
Mediapart ✓ @Mediapart · 14h
#Ecole Deux chercheurs ont réalisé une étude auprès de 30 000 parents qui confirme l'existence d'une fracture pédagogique entre parents favorisés et défavorisés. La fracture numérique se surajoute à ces difficultés. **#ContinuitePedagogique**
- 
Le Monde ✓ @lemondefr · 17h
 Les drones de la préfecture de police de Paris cloués au sol par le Conseil d'Etat, qui ordonne « à l'Etat de cesser, sans délai, de procéder aux mesures de surveillance par drone » à Paris, dans le cadre du **déconfinement**.
- 
Renaud Pila ✓ @renaudpila · 17h
Macron et Merkel ont fait le job avec un compromis assez spectaculaire sur un changement de philosophie sur la solidarité européenne. Reste à convaincre les 25 autres..
- 
Anne Hidalgo ✓ @Anne_Hidalgo · 20h
 Le **confinement** a entraîné un coup d'arrêt de l'activité pour la plupart des acteurs économiques et associatifs à Paris. Depuis le début de la crise, nous agissons. Aujourd'hui, le **#ConseildeParis** vote un plan de soutien massif sans précédent de 200 millions d'euros.

